

Représentant Robert Massie : Tous les membres GOP du Congrès ont un « baby-sitter AIPAC »



Bulletin du pasteur Chuck Baldwin

13 juin 2024

AIPAC : American Israel Public Affairs Commitee, ou Comité des Affaires Publiques américano-israéliennes, puissant lobby créé aux États-Unis en 1963 visant à soutenir Israël. Ses objectifs officiels principaux : 1) Faire du lobbying pour défendre les intérêts israéliens ; 2) S'assurer du veto des États-Unis contre toute résolution de l'ONU condamnant les actions israéliennes ; 3) Assurer une aide financière généreuse envers Israël ; 4) Assurer une aide militaire généreuse envers Israël ; 5) Préparer la future génération de leaders pro-israéliens ; 6) Surveiller les votes et les propos des politiciens américains concernant tout ce qui est lié de près ou de loin à Israël ; 7) Coordonner et orienter les donations des donateurs juifs américains aux politiciens candidats aux élections.

Ces chrétiens et ces conservateurs qui font fi de la dominance d'Israël et de son contrôle sur les membres de notre Congrès et sur nos sénateurs à Washington, D.C., sont volontairement ignorants. Ils disent que ce n'est pas vrai, pas parce que ce n'est pas vrai, mais parce qu'ils ne veulent pas admettre que c'est vrai. Eh bien, C'EST vrai. Et tout le monde au sein du périphérique et de l'empire médiatique de New York sait que c'est vrai.

Dans une récente entrevue avec Tucker Carlson, le représentant Robert Massie (R-KY) dit la pure vérité au sujet de cet acte de haute trahison sur la Colline du Capitole. Voici un extrait de cette entrevue *postée* par Chris Menahan sur InformationLiberation.com :

« Sauf moi, tout le monde a une personne de l'AIPAC - une sorte de baby-sitter AIPAC toujours en train de vous parler au nom de l'AIPAC, » dit Massie. « Les candidats peuvent se présenter dans votre district, mais ils sont fermement enchâssés dans l'AIPAC. »

« Chaque membre a quelque chose du genre ? » demande Tucker Carlson.

« Tous les Républicains - je ne sais pas comment cela marche du côté démocrate, mais c'est ainsi que cela fonctionne du côté républicain, et quand vous venez à D.C., vous allez déjeuner avec eux et ils ont votre numéro de cellulaire, et vous avez des conversations avec eux. »

« C'est fou, » s'exclame Carlson.

« Ainsi, il y a quatre membres du Congrès qui m'ont dit, "Je vais en parler avec ma personne AIPAC" - c'est littéralement comme cela que nous les appelons - "mon gars de l'AIPAC", dit Massie en riant. « "Je vais parler avec mon gars de l'AIPAC et voir s'il peut, vous savez, me faire ravoir ces annonces". »

« Pourquoi n'ai-je jamais entendu parler de ça auparavant ? » demande Carlson.

« Cela ne bénéficie à personne, » dit Massie, « pourquoi voudraient-ils dire à leurs électeurs qu'ils travaillent en équipe avec quelqu'un qui représente un pays étranger ; cela ne bénéficie pas aux membres du Congrès que les gens le sachent et donc ils ne vous le diront pas. »

Massie dit à Carlson qu'aucun autre pays ne fait cela ; « Non seulement n'ont-ils pas de gars de Poutine, ils n'ont pas de gars britannique, ils n'ont pas de gars australien, ils n'ont pas de gars allemand ; c'est le seul pays qui fait cela ! »

Menahan note ensuite :

Pour quelque raison que ce soit, Carlson feignit l'ignorance à ce sujet et prit la tangente en disant comment il aimait le pays d'Israël.

Feindre l'ignorance est bien dit. Carlson est extrêmement bien informé sur la politique de Washington et cela met la crédulité à rude épreuve que de penser qu'il pourrait ignorer le rôle des « baby-sitters de l'AIPAC » sur la Colline du Capitole. Je suis au courant depuis au moins 2008. Carlson n'est PAS aussi ignorant. De toute évidence, Carlson est également intimidé par le lobby israélien.

Massie a dit ne pas savoir comment cela fonctionne du côté de l'aile démocrate. Il s'est montré faussement timide. Il sait que cela marche exactement de la même façon pour les Démocrates du Congrès que pour les Républicains du Congrès.

L'ancien membre démocrate du Congrès de l'Ohio, James Traficant, ne fut pas gêné de sonner publiquement l'alerte à propos de la manière par laquelle l'AIPAC intimidait et soudoyait les membres du Congrès afin qu'ils votent toujours dans le sens des intérêts d'Israël - ou sinon... ! Et personne ne me convaincra que Traficant est mort dans un « accident » insolite sur sa ferme. La partie « ou sinon... » de la menace de l'AIPAC a rendu visite à Traficant ; je suis positif là-dessus.

L'ancienne membre démocrate du Congrès de la Géorgie, Cynthia McKinney, a dit la même chose. Je l'ai entendu le dire plusieurs fois en public, et elle me l'a répété encore plus en détail quand nous avons eu un couple d'opportunités de parler ensemble en privé.

D'après Cynthia, tous les membres du Congrès (qu'importe le parti) reçoivent la visite d'un représentant de l'AIPAC peu après leur arrivée à Washington et on leur tend une feuille de papier à signer, et sur lequel il est écrit en gros : « Vous allez promettre de soutenir Israël, ou sinon... »

Cynthia déchira le papier et chassa le représentant AIPAC de son bureau. Son « ou sinon... » fut que l'AIPAC donna des millions de dollars à ses opposants dans ses campagnes subséquentes de réélection dans le but de l'enlever de son poste. Après deux défaites, l'AIPAC réussit et Cynthia fut sortie du Congrès.

L'un ou l'autre de ces « ou sinon... » arrivera à chaque membre du Congrès qui

essayera de se rebiffer contre l'AIPAC. Et rappelez-vous que l'AIPAC n'est qu'un parmi des dizaines de groupes de lobby israélien à Washington.

Lorsque quelqu'un affirme que « c'est la manière de fonctionner à Washington », c'est parce que c'est VRAIMENT la façon de faire à Washington.

Donc, quand je dis que le lobby israélien contrôle le Congrès, je n'invente rien.

Toujours pas convaincu ? Regardez ce *post X* de l'AIPAC daté du 5 juin 2024 où l'AIPAC se vante d'avoir eu 67 sur 67 Démocrates pro-Israël remporter les élections aux primaires de ce cycle.

Souvenez-vous que nos membres du Congrès ont fait le serment de soutenir et de défendre la Constitution des États-Unis. Ils sont chargés du devoir solennel de représenter honnêtement notre Constitution, notre Charte des Droits et le peuple de leur district qui l'a envoyé au Congrès. En d'autres mots, ils ont le devoir sacré de protéger et de défendre les intérêts de l'AMÉRIQUE.

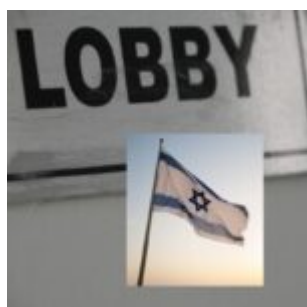
Mais nous avons ici une branche de gouvernement étranger - un SEUL gouvernement étranger, Israël, et ils ne sont même pas obligés de s'enregistrer en tant qu'agents étrangers comme le font les lobbyistes de tous les autres pays étrangers - à qui l'on donne champ libre pour corrompre, tyranniser, contraindre, cajoler, intimider et EXIGER de nos membres du Congrès et de nos sénateurs qu'ils mettent les intérêts de ce gouvernement étranger, Israël, AU PREMIER PLAN au moment de donner leur vote, de faire des discours en public, d'émettre des déclarations, de se positionner dans les journaux, etc.

Voilà le résultat final : Excepté un nombre **très petit** de membres du Congrès et de sénateurs, tel que le représentant républicain conservateur Thomas Massie et le sénateur indépendant libéral Bernie Sanders, le Congrès américain des deux chambres et des deux partis, est dominé et contrôlé par un GOUVERNEMENT ÉTRANGER : le gouvernement sioniste d'Israël.

Pas surprenant que le Porte-parole Michael Johnson et le leader de la majorité au Sénat Chuck Schumer aient invité le criminel de guerre international et meurtrier de masse, Premier Ministre israélien, Benjamin Netanyahu, à prendre la parole pour

un nombre record de quatre fois devant une séance générale du Congrès, le 24 juillet. Ils rassurent docilement Netanyahu sur le fait qu'ils sont encore ses loyaux petits laquais.

Thomas Massie est-il le seul représentant américain qui ne soit pas acheté par le lobby israélien ?



Bulletin du pasteur Chuck Baldwin

26 mai 2022

J'ai montré dans nombre d'articles que la vaste majorité des fonctionnaires gouvernementaux américains (de même que les médias de nouvelles, les institutions financières et les industries du divertissement) sont achetés et rémunérés par le gros poids lourd omniprésent connu sous le nom de lobby israélien. S'assurer qu'Israël ne soit pas offensé est la priorité primordiale de pratiquement tous les fonctionnaires élus et les bureaucrates de Washington, D.C.

Voici un rapport rédigé pour *Reason.com* par Christian Britschgi qui illustre ce dont je parle :

Le représentant Thomas Massie (R-Ky) suscite l'indignation en étant le seul vote

dissident lors d'une résolution sur laquelle on ne peut apparemment pas s'objecter et qui condamne l'antisémitisme. Mais l'opposition du représentant semble beaucoup plus raisonnable si l'on considère les implications de la résolution en regard de la libre expression et de la réglementation de l'Internet.

Mercredi, la Chambre des Représentants a adopté la loi *H.R. 1125*, qui condamne en gros le langage et la violence antisémites tout en appelant à davantage de surveillance et de censure en ligne contre les visions antisémites et les théories de la conspiration.

Ce fut adopté à la Chambre par 420 contre 1.

Les politiciens exigeant que les compagnies de médias sociaux adoptent certaines politiques de modération ou des priorités de contenu sont de nature à soulever des inquiétudes en ce qui concerne la libre expression, même si ces exigences se font sous la forme d'une résolution non-obligatoire.

L'implication que les compagnies de médias sociaux vont subir des conséquences politiques ou réglementaires est inévitable, même si cela vient avec une clause de libre expression.

C'est particulièrement vrai dans ce contexte-ci. L'auteur principal de la résolution d'hier, la représentante Debbie Wassermann Schultz (D-Fla) a en partie mis la fusillade fatale de Buffalo, New York, sur le dos de l'amplification des compagnies de médias sociaux de « leur contenu radicalisant et des théories de conspiration ».

La résolution d'hier a aussi demandé au Congrès qu'il travaille plus étroitement avec le Corps Spécial Interparlementaire pour Combattre l'Antisémitisme en Ligne - un groupe de travail international dont les membres comprennent des législateurs du Royaume-Uni, du Canada, d'Israël, des États-Unis et de l'Australie.

La première rencontre du corps spécial, en novembre 2020, a fait figurer des présentations de groupes demandant aussi une réforme de la Section 230 et le maintien des plateformes et des exécutifs responsables du langage antisémite.

Étant donné que le Département de la Sécurité du Territoire ne devrait pas exister, grossir son financement ne semble pas une bonne idée. On voit pourquoi un faucon

du budget aux tendances libertaires comme Massie ne veut pas non plus de cette disposition.

Il va sans dire que l'antisémitisme, comme tout genre de bigoterie raciale ou religieuse, est une chose horrible. Mais la résolution de la Chambre fait plus que le condamner. Elle demande plutôt aux compagnies de médias sociaux de supprimer l'expression par ailleurs protégée et endosse plus de dépenses fédérales. C'est une raison suffisante pour s'y opposer.

L'obéissance universelle à la tyrannie Covid a montré à l'élite totalitaire que le monde (y compris les États-Unis) est prêt à plonger sérieusement dans l'asservissement. Et vu que l'on ne peut faire la distinction entre le Nouvel Ordre Mondial globaliste et l'hégémonie sioniste globale, on peut s'attendre à ce que la première chose que les tyrans aient sur leur liste de choses à faire soit une guerre totale contre la libre pensée et la libre expression - particulièrement quant à la vache sacrée des globalistes : Israël.

La liberté, un gouvernement constitutionnel, des budgets équilibrés, la souveraineté de l'État, la liberté individuelle : tout cela est mis de côté afin de s'agenouiller devant Tel-Aviv.

Les 420 membres de la Chambre qui ont voté pour l'effrayante résolution mentionnée plus haut ne sont vraiment rien de plus que des lèche-bottes pleurnichards d'Israël. Ils mettent tout le poids de la Chambre des Représentants américains (et je suis sûr que le Sénat va rapidement suivre) du côté de la tyrannie orwellienne. Ce n'est qu'une question de temps avant que toute parole dite ou écrite qui ose parler de la vérité - vérité qui pourrait offenser l'élite sioniste - va être qualifiée d'antisémitisme et frappée sur la place publique.

Mais l'omniprésente ombre du pouvoir qu'est le lobby israélien s'étend sur bien plus loin que Washington, D.C.. Il jette également ses sorts sur les états et les communautés locales. Jusqu'ici, 35 états ont adopté des lois anti-BDS (boycotts, dépouillement et sanction - contre Israël). En voici la liste :

Alabama, Arizona, Arkansas, Californie, Colorado, Floride, Géorgie, Idaho, Illinois, Indiana, Iowa, Kansas, Kentucky, Louisiane, Maryland, Michigan, Minnesota,

Mississippi, Missouri, Nevada, New Jersey, New York, Caroline du Nord, Ohio, Oklahoma, Pennsylvanie, Rhode Island, Caroline du Sud, Dakota du Sud, Tennessee, Texas, Utah, Virginie, Virginie occidentale et Wisconsin.

Veillez observer que ces états comprennent à la fois le bleu profond [démocrates] et le rouge profond [républicain]. L'affiliation de parti ne signifie rien : le lobby israélien contrôle les deux.

Ces lois anti-BDS sont de flagrantes réductions anticonstitutionnelles de la liberté de parole, de religion et de commerce. Imaginez l'adoption de lois qui vont nier aux citoyens de plusieurs états leurs libertés individuelles de s'exprimer et de dépenser - ou de ne pas dépenser - leurs dollars durement gagnés sous l'asservissement d'un pouvoir étranger, si ce pouvoir n'était **pas** Israël. Mais parce que c'**EST** Israël, les libertés constitutionnelles, religieuses et commerciales sont jetées aux égouts.

Ce que les évangéliques ne réalisent pas - et ne tiennent pas à réaliser, parce qu'on leur a lavé complètement le cerveau avec le sionisme chrétien - c'est que l'intention de l'élite sioniste est d'interdire totalement, non seulement la libre expression politique, mais aussi la libre expression religieuse. Ils ne seront pas satisfaits tant que la théologie du Nouveau Testament ne sera pas éliminée en profondeur de l'esprit et du cœur du peuple américain - et cela inclut ses églises.

Bien sûr, ils ont déjà atteint une grande partie de leur but, comme l'atteste ce rapport du *Washington Times*.

Un autre indicateur récent de l'emprise absolue du pouvoir israélien est le manque total de préoccupation de Washington à propos de l'assassinat israélien d'une journaliste palestino-américaine, il y a quelques jours.

La mort de la journaliste palestino-américaine Shireen Abu Akleh aurait dû être un point tournant dans l'approche du gouvernement des Etats-Unis sur la protection des journalistes outremer - mais quand un pays allié [Israël] pourrait être blâmé, cela devient un problème.

Abu Akleh, journaliste chevronnée qui travaillait pour Al-Jazeera, était bien des choses : elle était chrétienne et une brave reporter, mais, pour la plupart des

Palestiniens, c'était une bien-aimée connue partout qu'un grand nombre suivait à la télévision. Sa mort a causé un choc, surtout parce que des journalistes témoins dirent que les forces israéliennes lui avait tiré dans la tête avec une cartouche de combat, lors d'un raid du Camp Janin en Cisjordanie.

Mais pourquoi devrions-nous nous attendre à ce que la Maison Blanche et le Pentagone ne cachent **pas** l'histoire du meurtre par Israël d'une journaliste américaine alors qu'ils cachèrent le meurtre par Israël de 34 soldats de la Marine américaine et conspirèrent même pour aider Israël dans une tentative coordonnée de couler le *USS Liberty* et tuer tous les 294 marins à bord ?

Chose encore plus dérangeante - en fait, c'est carrément inadmissible - nous en sommes venus à escompter qu'il **soit profondément égal** aux chrétiens évangéliques d'Amérique que la journaliste assassinée par l'armée israélienne ait été une sœur en Christ.

Pourquoi les évangéliques se soucieraient-ils d'un chrétien de plus assassiné par Israël ? Ils ne se sont pas soucié - **pas le moins du monde** - qu'Israël ait tué **des millions** de chrétiens depuis 1948.

Quand il s'agit d'Israël, il n'y a pas de Constitution, pas de loi, pas de liberté, pas de conscience, pas de décence, pas de moralité, pas d'éthique, pas d'intégrité, pas d'honnêteté et **rien** de sacré. Il n'y a que le pouvoir brut, la corruption et beaucoup, beaucoup d'argent.

Thomas Massie pourrait bien être le seul membre de la Chambre des Représentants américains qui ne soit pas un laquais acheté et payé par le lobby israélien. Son vote solitaire de dissension à la résolution démontre un cœur et un esprit qui rappellent Patrick Henry, James Otis, Thomas Jefferson, George Washington, Benjamin Franklin, Sam Adams - et Ron Paul.

Son vote solitaire de dissension expose aussi le reste du Congrès pour ce qu'ils sont vraiment : des mercenaires des lobbyistes à gros fric d'Israël.